

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 20 DU 12 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2013
ET AU 1^{ER} OCTOBRE 2013
(BASSE-NORMANDIE)
NOR : ASET1350141M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Basse-Normandie ;

La CAPEB Basse-Normandie ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du bâtiment de Basse-Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Basse-Normandie à compter du 1^{er} mai 2013 et à compter du 1^{er} octobre 2013.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, à compter du 1^{er} mai 2013, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
150	1 441,32
170	1 460,58
250	1 935,46
270	2 060,89

A compter du 1^{er} mai 2013, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 441,32	9,503
– position 2	170	1 460,58	9,630
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 514,58	9,986
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 669,89	11,010
– position 2	230	1 794,10	11,829
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 935,46	12,761
– position 2	270	2 060,89	13,588

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 364,87 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,214 €.

Article 3

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, à compter du 1^{er} octobre 2013 pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
150	1 454,21
170	1 473,63
250	1 952,75
270	2 079,40

A compter du 1^{er} octobre 2013, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL	TAUX HORAIRE MINIMAL
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 454,21	9,588
– position 2	170	1 473,63	9,716
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 528,08	10,075
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 684,90	11,109
– position 2	230	1 810,33	11,936
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 952,75	12,875
– position 2	270	2 079,40	13,71

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 368,11 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,270 €.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris (15^e), et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Caen, le 12 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)